**RAPPORT DE PROGRÈS DE PROJET PBF**

**PAYS :** **GUINÉE**

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL : SEMESTRIEL**

**ANNÉE DE RAPPORT: 2021**

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** Projet d'appui à la participation des jeunes à la prévention des conflits en période électorale et la pérennisation des synergies locales des acteurs de paix.**Numéro Projet / MPTF Gateway:**  **PBF/GIN/D-7/PRF 00120480**  |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** ☒ Fonds fiduciaire pays☐ Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**      | **Type et nom d’agences récipiendaires :** * **Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) - (Agence Lead)**
* **Search For Common Ground (SEARCH)**

 |
| **Date du premier transfert de fonds : 09 mars 2020****Date de fin de projet : 09 mars 2022** **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** **N****on** |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**☐ Initiative de promotion du genre☒ Initiative de promotion de la jeunesse☐ Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)☐ Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agences récipiendaires Budget** PNUD$ **1.526.890.00**SEARCH$ **500.000.00**      $            Total : $ **2.026.890.00** Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : **76 %**     \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **$** **611.268.00** Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **$ 335 628.76**  |
| **Marquer de genre du projet : 2****Marquer de risque du projet : 1****Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») : Prévention /Gestion de conflit** |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par : **Richard KOUROUMA, Coordinateur du projet, Labila Tonhon NORAMOU, Chef de projet/Search**  Rapport approuvé par : **Abdoul Latif HAIDARA, Chargé de Programme/PNUD, Koly KOIVOGUI, Directeur Pays a.i/Search**Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : **Oui** |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (Limite de 1500 caractères):

Au cours de la période de ce rapport (Novembre 2020-Mai 2021), les activités suivantes ont été mises en œuvre : (i)- la réalisation de l’enquête initiale de perception des communautés vis-à-vis des Infrastructures Sociales de Paix en Guinée forestière, (ii)- l’accompagnement de 500 jeunes (250 hommes et 250 femmes) à travers les activités de Haute Intensité de Main d’œuvre (HIMO) dans les communes de Conakry, (iii)- l’appui aux initiatives communautaires de riposte à Ebola et COVID-19 des ISP en Guinée forestière, (iv)- la formation de 30 jeunes membres des ISP sur les techniques de collecte des données et l’analyse participative des conflits, (v)- l’organisation de 06 dialogues communautaires et l’accompagnement de quelques initiatives portées par les acteurs de paix dans 3 préfectures de la région, (vi)- la formation de 30 jeunes membres des ISP en techniques de réalisation des émissions radiophoniques, (vii)- la production et diffusion d’émissions radiophoniques sur la paix et la cohésion sociale avec et par les jeunes, (viii)- la formation des membres des ISP sur le référentiel et le guide du plaidoyer sensibles aux conflits (ix)- la conduite des premiers exercices d’analyse participative des conflits par les jeunes membres des ISP et (x)- la formation de 50 femmes et filles leaders des organisations féminines de promotion de la paix.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

Au cours du prochain semestre, les principales activités planifiées sont :

* Restructurer et redynamiser les synergies des acteurs de la Paix des 7 préfectures de la région forestière ;
* Organiser les ateliers de restitution de la formation sur le référentiel et le guide de plaidoyer ;
* Produire avec et par les jeunes les émissions radiophoniques sur la paix et cohésion sociale, suivi de leur diffusion ;
* Appuyer les initiatives des femmes évoluant dans la prévention et résolution des conflits ;
* Organiser 07 ateliers de restitution des premiers exercices d’analyse participative des conflits dans les zones du projet ;
* Appuyer les initiatives de prévention/gestion des conflits mises en place par les associations de jeunes des ISP ;
* Appuyer l’organisation des dialogues communautaires dans les 7 localités du projet ;
* Concevoir un outil de collecte, d’analyse et de reporting des alertes ;
* Produire et diffuser deux rapports d’analyse des alertes et des conflits de la région ;
* Conduire les exercices d’analyse participative des conflits dans les localités du projet ;
* Appuyer l'étude et la conception de l'ANP ;
* Réaliser l’évaluation à mi-parcours du projet.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal que le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères):

Le projet à travers l’organisation des dialogues communautaires a fortement contribuer à améliorer la cohabitation entre 2 ethnies (Manian et Toma) de Macenta et à réduire considérablement les conflits intercommunautaires qui étaient très récurrents dans cette localité de la région forestière comme le témoigne **M. Issiaka KAMARA, 2e Vice Maire de la Commune Urbaine de Macenta** « ….*Grâce à ces rencontres périodiques soutenues par Search à travers son projet, les conflits qui avaient pris place ici à Macenta ont vraiment diminués ces derniers moments »*.

Aussi, les dynamiques collaboratives entre les jeunes et les autorités locales se sont renforcées grâce aux cadres d’échange régulièrement organisés dans les localités du projet. Cela est soutenu par le témoignage de ce jeune membre de la SYCAP de N’Zérékoré, **Eli LAMAH :** « *Avant, les autorités avaient du mal à nous associer au processus de gestion des affaires publiques par ce que pour elles, les jeunes sont les promoteurs des violences. Aujourd’hui à force de s’asseoir au tour de la même table pour parler des problèmes de notre préfecture, elles ont changé positivement leur façon de faire. Nous collaborons bien avec elles et cela nous réconforte de plus….. »***.**

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères):

L’approche qui consiste à responsabiliser les membres des Infrastructures Sociales de Paix (ISP), plus particulièrement les jeunes, dans la mise en œuvre des différentes activités du projet, est très appréciée par les intéressés et les autorités qui reconnaissent les effets bénéfiques d’une telle approche sur la dynamique de consolidation de la paix dans leurs différentes localités. Car les initiatives de consolidation de la paix mises en œuvre sur le terrain entraînent des changements comportementaux chez ces acteurs et leur confèrent un nouveau statut : celui d’acteurs de paix.

Ces changements sont illustrés par les témoignages ci-dessous :

1. « *(…..) Je me réjouis vraiment de ma participation à l’analyse des conflits dans la préfecture. J’ai appris beaucoup de choses à travers cette première intervention sur le terrain qui a renforcé mes compétences sur les techniques de collecte des données et qui m’a permis d’avoir certaines informations que je n’avais pas malgré que je vis ici, auprès des personnes interrogées. Ce que j’ai beaucoup aimé dans tout ça, c’est qu’en nous donnant la responsabilité de l’analyse participative des conflits avec les communautés, elle nous met au-devant de la scène et fait de nous jeunes de vrais acteurs de paix »,* **Sékou Kourouma, jeune membre de la Synergie communales des acteurs de paix (SYCAP) de Yomou*.***
2. *« Nous sommes passés du statut de cibles des mesures de planification à celui de véritables acteurs de la paix »* **Amadou MANSARÉ,** **membre de la SYCAP de Beyla**.
3. Ces jeunes ne sont pas les seuls à se considérer comme des acteurs clés de la coexistence pacifique et le développement à la base. Les autorités s’appuient désormais sur leur engagement pour soutenir le développement communautaire comme le souligne **le préfet de Yomou, Elhadj Ibrahima Sory CAMARA** : “*Les programmes de développement socio-économiques ne peuvent pas prospérer sans une coexistence pacifique des communautés. Les résultats des analyses de conflits réalisés par les jeunes nous permettent désormais de mieux comprendre les dynamiques de conflits et de repenser nos propres efforts.*

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** **Les synergies locales des acteurs de la paix sont structurées, mieux coordonnées et contribuent à la prévention et à la résolution des conflits en région forestière, en particulier pendant la période électorale**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :*“On track”*

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Durant la période de ce rapport, le projet a également contribué à la riposte à Ebola à travers les actions de prévention et résolution des conflits liés à la résurgence de cette maladie en région forestière. Les Synergies communales des acteurs de paix (SYCAP) de Samoé, Gouécké et N’Zérékoré ont participé à la riposte à Ebola, du 27 avril au 31 mai 2021, à travers des activités de sensibilisations communautaires, de communication, de distribution de kits de protection et de résolution de conflits. Ces activités qui ont touché 713 personnes dont 302 femmes ont permis de déconstruire les rumeurs, atténuer les résistances et rassurer les populations sur la nécessité d’accepter les équipes de vaccination. **Hélène LOUA, membre de la SYCAP de N’Zérékoré** témoigne: « *Je remercie le PNUD pour cette initiative salutaire d’impliquer les ISP dans la riposte à Ebola et COVID-19. En tant que bénéficiaire formée, j’encourage les populations à prendre le vaccin et à poser un regard positif sur les partenaires impliqués dans la riposte ; car ces partenaires ne propagent le virus comme beaucoup de personnes le prétendent : elles sont là pour nous sauver.*»

Pour le **Préfet de N’Zérékoré, Saa Yola TOLNO : «***L’appui aux SYCAP dans la lutte contre la double crise d’Ebola et Covid-19 est vraiment salutaire. A l’endroit des SYCAP, de traduire les messages en langues locales du terroir pour une meilleure appropriation par les communautés respectives. Aux populations, je demande de se rendre disponible, de recevoir ces équipes par ce qu’elles ne viennent pas contre elles, au contraire elles viennent pour lutter contre cette maladie et à promouvoir la paix et la cohésion sociale* ».

Dans cette même dynamique, les SYCAP de Kissidougou et Macenta ont également organisé des activités de sensibilisations et de dialogues communautaires sur les diverses crises postélectorales ayant causé des dégâts matériels importants et des pertes en vies humaines. 377 personnes dont 109 personnes ont pris part à ces journées de concertations préfectorales. De même le renforcement des capacités de 32 femmes et filles leaders des associations féminines de promotion de la paix des 7 préfectures de la région sur leurs rôles et responsabilités dans la lutte contre Ebola et COVID-19, du 22 au 23 avril 2021 à N’Zérékoré, a permis de mieux les outiller dans les sensibilisations communautaires afin de réduire les résistances, les tensions et rétablir la confiance entre les populations et les équipes de riposte.

Par ailleurs l’organisation de 06 sessions de dialogues communautaires dans les préfectures de N'Zérékoré, Macenta et Kissidougou (décembre 2020-Janvier 2021), qui ont touché 372 personnes dont 60 femmes. La série de formations de 285 membres des ISP dont 108 jeunes femmes **sur le référentiel sensible aux conflits et aux droits de l’homme, en techniques de collecte et d’analyse participative des données liées aux conflits ; de production radiophonique et réalisation des émissions radiophoniques** dans les 7 préfectures de la région. Elles ont permis aux jeunes de produire et diffuser des messagers de paix promouvant le vivre ensemble, éviter de recourir à toutes formes de violences dans leurs revendications. Ces émissions ont contribué à atténuer les tensions et autres violences communautaires dans une région en proie avec la COVID-19 et le virus Ebola.

La conduite des premiers exercices d’analyse participative des conflits par les jeunes des ISPdans la région a permis de toucher 224 personnes dont 112 femmes et un rapport a été élaboré à cet effet.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et/ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

La dimension genre étant une approche intégrale du projet, les activités mises en œuvre contribuent à accroître l’implication et la participation des filles et femmes à toutes les étapes du processus : au moins 32% de femmes y compris des jeunes touchés. Car ces jeunes femmes ont une expérience directe et approfondie d’activités de sensibilisation communautaire et de résolution de conflits avec un haut taux d’acceptation parmi les communautés bénéficiaires.

En outre, au cours des cadres d’échange organisés par le projet durant la période considérée, les recommandations formulées par les jeunes et femmes sont souvent les plus pertinentes et ont aidé l’équipe du projet à planifier des actions pour y répondre dans la mesure du possible.

**Résultat 2: Les jeunes et les femmes contribuent à réduire les violences en période électorale à travers leur engagement citoyen et des initiatives socio-économiques**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **on track**

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Durant la période du rapport, des progrès significatifs ont été réalisés dans le cadre de ce résultat estimé à environ 80% du taux de réalisation des activités de haute intensité de main d’œuvre (HIMO).

Pour rappel, l’approche 3x6 du projet repose sur trois phases : i) phase d’inclusion ; ii) phase d’appropriation ; iii) phase de durabilité pour une durée de dix mois (octobre 2020 – juillet 2021). Et le projet est à la troisième phase de l’approche où les 500 jeunes bénéficient d’un appui conseil pour la maîtrise de leurs activités ainsi que le fonctionnement organisationnel de leurs groupements d’intérêt économique (GIE).

Ainsi dans le cadre de ce résultat, on note la poursuite des travaux HIMO dans les 5 communes de Conakry (Kaloum, Matam, Matoto, Dixinn et Ratoma), la formation des 500 jeunes bénéficiaires dont 250 jeunes femmes sur diverses thématiques (la citoyenneté, le rôle de la jeunesse dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix ; le leadership, la promotion de l’esprit d’entreprise, la comptabilité simplifiée, la création et la gestion des groupements d’intérêt économique, l’hygiène et l’assainissement ; la réintégration socioéconomique des jeunes avec la méthode 3x6) et la constitution des groupements d’intérêt économique (GIE) et la formalisation des activités génératrices de revenus (AGR). Au total, 37 GIE ont été constitués dont 13 à Ratoma, 5 à Kaloum, 6 à Matam, 5 à Dixinn et 8 à Matoto.

Ces différentes activités ont permis l’insertion socioéconomique des jeunes à risque, susceptibles d'être instrumentalisés politiquement, à travers la création d’emplois et de revenus, la responsabilisation des populations locales bénéficiaires dans les actions de développement de leurs localités et un cadre de vie assaini dans les quartiers.

Elles ont aussi contribué à l’apaisement du climat social, à la quiétude et la coexistence pacifique dans certains quartiers chauds de Conakry en cette période postélectorale. Sur le plan individuel, le processus transformationnel des bénéficiaires d’acteurs de la violence en agents de paix est amorcé, comme en témoignent les propos du **jeune bénéficiaire de Koloma Soloprimo, Moussa Sékou SYLLA** : « *Avant ce projet, je ne travaillais pas, j’étais consommateur de stupéfiants et j’étais très violent. Depuis que je suis dans ce projet, j’ai compris que j’étais sur le mauvais chemin. Actuellement, je suis préoccupé par mon travail et je suis même transformé parce que je travaille avec des jeunes d’autres ethnies que je qualifiais avant d’ennemis. Mes camarades dans ce projet constituent aujourd’hui ma deuxième famille et je vais chaque jour, apporter ma contribution pour consolider la paix ».*

Le même changement se remarque chez le **jeune bénéficiaire Mamadou Samba Diallo**, quartier Bantounka, commune de Ratoma : *« J’étais un élément clé des manifestations de rues, des violences dans les quartiers chauds de la commune de Ratoma ; mais ce projet m’a transformé en agent de paix. Pour preuve, mes amis du quartier sont surpris de mon comportement actuel parce que je les sensibilise quotidiennement pour abandonner les violences et se tourner vers une activité utile pour soi et pour sa communauté ».*

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les 250 jeunes femmes bénéficiaires de Conakry, à travers les travaux HIMO et la constitution des Groupements d’intérêt économiques, mènent des AGR qui leur permet d’être moins instrumentalisées politiquement, de subvenir aux besoins de leurs familles, de participer à la résolution des problèmes de leurs communautés et démontrer ainsi leur potentiel à être des acteurs de paix et de développement : « *Aujourd’hui je suis contente et fière de ce que je fais dans ce projet HIMO depuis octobre 2020. Nous avons bénéficié d’une moto, qui en est la preuve de ce travail qui m’a permis de laisser la délinquance juvénile surtout de ne pas me lancer dans une activité de prostitution pour gagner ma vie.*», **Oumou Marietou SOUMAH, jeune bénéficiaire de Wanindara 1, Ratoma.**

Et **Mamadou Samba DIALLO, un autre jeune bénéficiaire de Bantounka, Ratoma** de renchérir : « *J’étais un élément clé des manifestations de rues, mais ce projet m’a transformé en agent de paix. Pour preuve, mes amis du quartier sont surpris de mon comportement actuel parce que je les sensibilise quotidiennement pour abandonner les violences et se tourner vers une activité utile pour soi et pour sa communauté ».*

**Résultat 3 : L’Architecture Nationale de Paix est mise en place et renforce les mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits en Guinée Forestière**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :*“Off track”*

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

**N/A pour ce présent rapport**

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Résultat 4 :**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères).Durant la période du rapport, 2 activités de suivi ont été réalisées : (i)- la mission de suivi des projets PBF en Guinée maritime effectuée par le Secrétariat du Fonds de Consolidation de la Paix du 2 au 4 février 2021 dans les communes de Dixinn et Ratoma ; (ii)- la mission de suivi conjointe du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, PBF et membres du gouvernement en Guinée forestière du 15 au 19 février 2021. L’objectif visé de ces activités de suivi était de s’assurer de la qualité de mise en œuvre de ces projets, formuler des recommandations allant dans le sens de l’atteinte des résultats. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Non l’étude de référence est en cours de finalisation et permettra de disposer des donnéesLe projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ?  Oui.Une enquête initiale de perception des communautés vis-à-vis des Infrastructures Sociales de Paix en Guinée forestière. L’enquête a été réalisée grâce aux services d’un consultant et est en cours de validation par les parties prenantes.  |
| **Evaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ?Non | Budget pour évaluation à mi-parcours et finale (réponse obligatoire): $ 40 000.00Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: N/A |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.N/A.   | Nom de donateur :     Montant ($):                                    N/A                                                                         |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? (Limite de 1500 caractères).  | La résurgence des deux pandémies en Guinée (COVID-19 et Ebola) a eu des répercussions néfastes tant sanitaires, que sociales et économiques. A l’issue de la mise en œuvre des activités et de l’analyse du budget du projet, nous avons constaté qu’il y a une réelle nécessité de révision budgétaire. Toutefois, cette révision n’aura aucun impact sur le budget global du projet et n’impactera nullement les résultats attendus.  |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$   47 341

Dans le cadre de la lutte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola en Guinée forestière, les Infrastructures Sociales de Paix des communes rurales de Gouécké et Samoé et de la commune urbaine de N’Zérékoré, épicentre de l’épidémie, ont contribué à la riposte à travers des activités de sensibilisations communautaires, de communication porte à porte, de distribution de kits de protection et de résolution de conflits dans une région où les conflits intercommunautaires sont récurrents. Le résultat recherché était de déconstruire les rumeurs et le doute, atténuer les résistances, rassurer les populations sur la nécessité d’accepter les équipes mobiles de vaccination dans les communautés impactées par Ebola et COVID-19.

Et pour le respect des mesures édictées par le gouvernement, des kits de protection (les bavettes, bactigels, et les dispositifs de lavage des mains) ont été achetés et distribués lors de la mise en œuvre de la majeure des activités.

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

L’ajustement non financier suivant a été envisagé :

* La tenue de la plupart des réunions de coordination en ligne.
1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

☒ Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

☐ Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

☐ Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

☐ Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

☐ Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

☐ Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie IV : EVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Au cours de ce semestre, la majeure partie des activités planifiées a été mise en œuvre en dépit du contexte sanitaire marqué par la persistance de la COVID-19 et de la résurgence de la fièvre hémorragique à virus Ebola en Guinée forestière. Ce qui a permis d’améliorer le niveau de performance globale du projet.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| **Résultat 1**: **Les Synergies locales des acteurs de la Paix sont structurées, mieux coordonnées et assurent la prévention et la résolution des conflits en région forestière, en particulier pendant la période électorale** | Indicateur 1a# de synergies structurées (par commune, préfecture, région)Niveau de référence : 0Cible : 7 (SYPAP, dont 1 par préfecture), 1 (SYRAP, dont 1 pour la région de N’Zérékoré), 14 (SYCAP) | 0TBD | 58 | Juin 2021= 40Juillet 2021= 58 | 0% de synergies restructurées       | L’écart est dû au fait que les synergies locales des acteurs de la paix n’ont pas été redynamisées/restructurées à cause de la résurgence de la fièvre hémorragique à virus Ebola en Guinée forestière. Les restrictions imposées par les autorités n’ont pas permis de dérouler l’activité dans la région. |
| Indicateur 1b# de procès-verbaux de rencontres de coordination de SYRAP diffusésNiveau de référence : 0Cible : 2 (SYRAP)  | 0 | 2 | 0 | 0 %                  | La non-restructuration et/ou redynamisation des synergies locales des acteurs de la paix |
| Indicateur 1b’Niveau de perception sur le rôle et le fonctionnement des synergies  | N | N+10 | 0 |       |       |
|  | Indicateur 1c# de conflits prévenus/résolus au travers des synergies locales  | TBD | Au moins 10 | 05 | 40 % (02 conf SQW Clits) | L’écart s’explique par le fait que les synergies ne sont pas restructurées et les conflits prévenus ou résolus par certaines d’entre elles ne sont pas documentés. Ce retard sera rattrapé après leur redynamisation |
| Produit 1.1 : Les synergies locales des acteurs de paix des sept préfectures de la région forestière sont restructurées et redynamisées Liste des activités relevant du produit | Indicateur 1.1.1 : # de synergies et d’initiatives isolées identifiées Niveau de référence : 0Cible : 5 | 0 |   05    | 03 | 240% (12)    | Les raisons de ce progrès s’expliquent par la formation des jeunes membres des ISP et des femmes des associations féminines de promotion de la paix  |
| Indicateur 1.1.2 :% de synergies opérationnelles conformément au cadre juridiqueNiveau de référence : 0%Cible : Au moins 70% | 0% | Au moins 70%  | Septembre = 50%Décembre = 100% | 0% à date      | Pas d’écart car l’opérationnalisation des synergies conformément au cadre juridique doit être faite après leur restructuration       |
| Indicateur 1.1.3 :Un cadre juridique adoptéNiveau de référence : 0Cible : 1 | 0 | 1 | Décembre = 01 | 0% |  |
| Produit 1.2 : Les Synergies locales disposent d’outils harmonisés et appropriés, et leurs capacités sont renforcées | Indicateur 1.2.1Nombre d’outils (manuel référentiel et document de plaidoyer) élaborés et validés | 0 | 2 | 2 | 100% (02 manuels dont 01 manuel référentiel et 01 guide de plaidoyer sont élaborés et validés)   |  |
| Indicateur 1.2.2 % de synergies qui utilisent le manuel référentiel et le guide de plaidoyer | 0% | 100% | 0% | 0% | Pas possible de mesurer en ce moment   Cette donnée sera disponible à l’issue de l’évaluation à mi-parcours |
|  | Indicateur 1.2.3% de synergies ayant réalisé au moins une action de plaidoyer | 0% | 50% | 0% | 0%       | Pas d’écart car la réalisation des actions de plaidoyer est prévue pour le prochain semestre |
| Produit 1.3 : Les acteurs locaux (personnes ressources) renforcent les dispositions de prévention des conflits en période électorale | Indicateur 1.3.1# de rapports d’analyse participative des conflits diffusés | 0 | 7 (1 par préfecture) | 7 | 100% (Toutes les 7 localités ont réalisé des exercices d’analyse des conflits assortis d’un rapport rédigé par les jeunes formés       | La diffusion de ces rapports dans les 7 préfectures de la région se fera pendant le prochain semestre  |
| Indicateur 1.3.2 # d’initiatives de prévention des conflits mises en œuvre par les acteurs locaux en période électorale | 0 | 7 | 14 | 200 % (14 initiatives, soit 6 de plus sont mises en œuvre durant cette période) | Ce dépassement s’explique par le fait qu’il y a eu un besoin sans cesse croissant de réponse aux risques de violences qui n’ont cessé de s'accroître dans certaines localités du projet (Kissidougou, Macenta et Nzérékoré).  |
| Indicateur 1.3.3# de produits médias développés par les jeunes/femmes qui bénéficient d’un soutien du projet | 0 | 30 | 20 | 66%    | 20 émissions radiophoniques sont produites par les jeunes dont 15 sont diffusées à travers 8 radios partenaires. Le retard sera comblé au prochain semestre |
| **Résultat 2**Les jeunes et les femmes contribuent à réduire les violences en période électorale à travers leur engagement citoyen et des initiatives socio-économiques | Indicateur 2.1# de jeunes formés sur le processus électoral et la prévention et résolution des conflits électoraux |     0  | 100 (50 jeunes hommes et 50 jeunes filles | 230 en fin Décembre 2020 | 230 % (230 jeunes :124 jeunes hommes et 106 jeunes filles) formés)    | Ce dépassement dépend de l’immense besoin de renforcement de capacités des jeunes exprimé par les autorités des 7 préfectures de la région |
| Indicateur 2.2% d’initiatives des femmes, membres de synergies soutenues | 0 | 100% | Septembre = 50%Décembre= 100% |  0%     | Pas d’écart car l’appui aux initiatives des femmes, membres de synergies est prévu au second semestre 2021 |
| Indicateur 2.3# jeunes bénéficiaires de HIMO et d’initiatives d’éducation citoyenne  | 0 | 500 (250 femmes, 250 hommes) | 500 (250 femmes, 250 hommes) identifiés | 100%      | Pas d’écart car les 500 jeunes hommes et femmes ont été identifiés et sont constitués en 37 groupements d’intérêt économique (GIE) et certains développent individuellement leurs plans d’affaires |
| Produit 2.1 : Les Associations de jeunes, membres de synergies mettent en place des initiatives de prévention et de gestion des conflits en période électorale | Indicateur 2.1.1% d’associations des jeunes, membres des synergies ayant mené des actions de prévention et résolution des conflits |      0 | Au moins 50% | Septembre = 50%Décembre= 100% |    0%   | Des actions prévues après la restructuration des synergies locales au prochain semestre |
| Indicateur 2.1.2% d’association des jeunes, membres des synergies ayant élaboré un plan d’action sensible à la prévention et gestion des conflits électoraux.  |      0 |      100% | 100% en fin décembre 2020 |    100% (57 PAO des associations de jeunes élaborés) | Ces PAO seront soutenus après la redynamisation des synergies locales |
| Produit 2.2 | Indicateur 2.2.1% de réseaux des femmes, membres de synergies impliqués dans la gestion des conflits électoraux et sur les dynamiques sous régionales de gestion des conflits |      0 |      35 % | Décembre 2021 = 20% Février 2022 = 35% | 0% |  |
| Indicateur 2.2.2Nombre de sessions de partage d’expériences entre les initiatives des femmes des 7 préfectures organisées ; |      0 |      01 | Décembre 2021 = 01% | 0% |  |
| Produit 2.3 | Indicateur 2.3.1% de jeunes bénéficiaires de HIMO ayant mis en œuvre des initiatives de prévention des conflits et de préservation de la paix en période électorale |      0 | 70% (50% femmes, 50% hommes)     | Septembre 2021 = 40%Décembre 2021= 70% | 0% |  |
| **Résultat 3**: **L’architecture nationale de Paix est mise en place et renforce les mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits en Guinée Forestière.**  | Indicateur 3.1Existence d’un mécanisme national et régional (Guinée Forestière) d’alerte et de réponse aux conflits |      Non | Oui | Oui en Decembre 2021 | 0% (Non existant)    | Activité planifiée pour le prochain semestre |
| Indicateur 3.2Un rapport d'analyse des alertes et des conflits de la région forestière diffusé |      0 | 01 | Décembre 2021= 01 | 0%       | Pas d’écart car un mécanisme national et régional (Guinée Forestière) d’alerte et de réponse aux conflitsn’est pas encore mis en place     |
| Indicateur 3.3Un atelier national de réflexion sur l’ANP organisé |       Non |      Oui | Septembre 2021 | 0%      | Prévue pour le prochain semestre  |
| Produit 3.1 | Indicateur 3.1.1Existence d’un cadre conceptuel de l’ANP validé  |       Non |       Oui | Octobre 2021 | 0% | Prévue pour le prochain semestre  |
| Indicateur 3.1.2Existence d’outils opérationnels de l’ANP (plan d’action, plan de renforcement de capacité, Coût annuel budgété du fonctionnement de l’ANP déterminé,…) |       Non |       Oui | Décembre 2021 | 0% | Activité prévue pour le prochain semestre  |
| Produit 3.2 : Le mécanisme national de collecte, d’analyse des données, d’alertes précoces et de réponses préventives est mis en place et opérationnel en région forestière | Indicateur 3.2.1      Existence d’un outil de collecte et d’analyse des alertes sur les conflits fonctionnels. | Non | Oui | 100% Octobre 2021  |  0% | Prévue pour le prochain semestre  |
| Indicateur 3.2.2     % d’acteurs de synergies outillés sur le mécanisme de collecte et d’analyse des alertes | 0% | 100% | Octobre 2021= 50%Décembre 2021= 100% | 0% | Prévue pour le prochain semestre  |
| Indicateur 3.2.3 : # de rapports sur les alertes de conflits remontés par l’architecture régionale à l’ANP  | 0 | 2 | Décembre 2021= 01Février 22= 01 |  0% | Prévue pour le prochain semestre  |